

# JOURNAL DE S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

## ADMINISTRATION. — REDACTION.

Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouloïk, maison Dussaux, n° 15. Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées. Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner tous les envois de lettres adressées à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.

## PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG

ANGLAIS ET AFFICHES. 10 cop. la ligne. RECLAMES. 25 — FAITS DIVERS. 75 —

## S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du

Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouloïk, 15; à Moscou, chez GAUTIER, Libraire, Pont des Marchaux; H. LANGUEZ, bureau d'annonces à Riga; H. LACHENIN, ci-devant N. KRAMER, Libraire à Kiev; K. F. BOUKHIEWITZ, Libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, Libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES & Co, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

## PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg).	En ville.	Trois mois.	Six mois.	Un an.
En ville.	2 r.	5 r. 50 k.	10 r.	18 r.
En province.	2 r. 50 k.	6 r. 25 k.	12 r. 50 k.	22 r. 50 k.
Belgique, Suisse, Hollande et Italie.	2 r. 50 k.	6 r. 25 k.	12 r. 50 k.	22 r. 50 k.
France, Danemark, Angleterre et Roumanie.	3 r.	8 r. 50 k.	14 r.	27 r.
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte.	3 r. 25 k.	9 r. 25 k.	16 r. 25 k.	30 r.
Etats-Unis d'Amérique.	3 r. 75 k.	10 r. 50 k.	19 r. 50 k.	36 r.

Prix du numéro: en ville 40 cop.; d'une demi-feuille 2 cop.; à l'intérieur 42 cop.; d'une demi-feuille 2 cop.

## CONDITIONS D'ABONNEMENT.

Les abonnements d'un an se prennent par anticipation le 1<sup>er</sup> janvier. Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> du mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre. Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouloïk, 15. Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres et l'argent au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhov) pérouloïk, 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous. Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouloïk, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

### SAINT-PETERSBOURG, 2 janvier. 28

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR. Mise en disponibilité au ministère, sur demande, le conseiller d'Etat et chambellan Goriatov, relevé de ses fonctions de membre du comité de curatelle des établissements de l'assistance publique à Moscou, et de curateur de l'hospice de Ste-Catherine (du 19 janvier 1873). (Ordre du jour imp. du 26 janvier.)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. Nomination à la dignité de sénateur et promotion au rang de conseiller - privé le conseiller d'Etat actuel Ogolene, président de la Chambre criminelle de la cour de justice de Tiflis, dont il devient premier président.

Est relevé, sur sa demande, de l'emploi de premier président de la cour de justice de Tiflis, le conseiller-privé Staritsky, qui est nommé président de la seconde Chambre civile de la dite cour, en conservant sa dignité de sénateur. (Ordre du jour imp. du 18 janvier.)

Le 6 janvier, courant, S. M. l'Empereur a daigné sanctionner une décision du conseil de la guerre portant création d'une compagnie de discipline dans la circonscription militaire de la Sibirie orientale, qui portera le nom de compagnie d'Irkoutsk, et comprendra 200 détenus militaires. (Messager officiel.)

## PARTIE NON OFFICIELLE.

Nous trouvons aujourd'hui, dans la Voie, le résumé suivant des opinions émises sur le principe de la publicité des débats judiciaires par M. le procureur général Frisch devant le département de cassation pour affaires criminelles du sénat, dans le procès Polozov-Edelberg, opinions dont nous avons déjà parlé hier :

« L'appel du procureur du tribunal d'arrondissement de Kharkov qui a amené ce procès devant le département de cassation se basait, entre autres choses, sur ce fait: que pendant les intervalles des débats (le procès avait duré plusieurs jours), les jurés ont été autorisés à se promener dans les couloirs du palais de justice et à communiquer, par suite, avec le public, et que pendant les débats mêmes ils étaient entourés de trop près d'un public nombreux qui encombrait la salle. »

« Le tribunal avait expliqué cette dérogation aux principes de l'isolement complet du jury par l'insuffisance de la salle d'audience et par l'affluence considérable de public admise aux débats. Les jurés pouvaient difficilement supporter la chaleur et le manque d'air; plusieurs se sont trouvés mal, et c'est ce qui avait déterminé l'autorisation qui leur fut donnée de se promener pendant les temps d'arrêt dans les couloirs. »

« Selon l'opinion de M. le procureur général du sénat, dans ces circonstances le devoir du président, était avant tout de ne pas permettre un encombrement excessif de la salle d'audience, surtout (ce qui est reconnu par le tribunal lui-même) un encombrement produit par un public vivement intéressé à l'issue du procès. La promiscuité de ce public avec le jury devait nécessairement, et malgré toute la surveillance des huissiers, avoir cet effet, que dans les intervalles des débats, lorsque les jurés restaient à leurs places, ils devaient entendre ce qui se disait dans le public, et que cela a pu influer sur leur verdict. Ce qu'il fallait faire, dans un cas pareil, c'était d'installer les jurés dans une salle à part et les y isoler complètement. Ce n'est pas un public aussi nombreux que possible, et dont la présence peut entraver la marche des débats, qui sert de garantie au principe de la publicité des débats judiciaires. Une cour criminelle, jugeant au nom du souverain, n'est pas un spectacle pour les yeux. »

« Pour que le principe de la publicité soit entièrement sauvegardé, il suffit de donner accès dans la salle d'audience à un public proportionné numériquement à la dimension de la salle. Ce n'est que dans ces conditions que les personnes venues dans le but de suivre sérieusement les débats pourront y assister avec profit. Il est surtout important, sous ce rapport, que la salle d'audience soit accessible à ceux qui ont mission de faire connaître à l'opinion publique ce qui se passe dans l'enceinte du tribunal. Les sténographes et les reporters des journaux doivent avoir tous les moyens de remplir leur mandat, sans en être empêchés par la foule oisive qui n'emportera de l'audience que des impressions confuses et quelquefois mal motivées. »

« M. le procureur général a jugé, en conséquence, que le sénat, qui est le gardien naturel de l'intégrité des principes de la réforme judiciaire, devait casser la sentence du tribunal de Kharkov, dans un procès où le principe de la publicité des débats avait été interprété d'une manière aussi irrégulière. »

« La municipalité de Kazan a voté une somme de 12,000 r. pour agrandir le bâtiment du 2<sup>e</sup> gymnase classique de cette ville. En outre, considérant que le conseil municipal garde en dépôt depuis plusieurs années une somme de 100,000 r. destinée à la fondation d'une école de commerce, la municipalité a chargé le maire de la ville d'entrer en communication avec l'administration scolaire locale, et de lui déclarer que si le gouvernement reconnaît la nécessité de fonder à Kazan une école des connaissances usuelles de 1<sup>re</sup> classe, le conseil municipal est tout prêt à allouer les fonds en question pour la fondation d'une école de ce genre. (Messager officiel.) »

« D'après la Rigasche Zeitung, outre la ligne de chemin de fer de Riga - Dabbel-Schlock-Tuckum, dont la concession est accordée, le projet d'un embranchement Taps-Dorpat de la ligne baltique aurait été approuvé par le comité des chemins de fer et soumis à la sanction souveraine. »

« On télégraphie de Perm à l'Invalide russe, que le 27 janvier à 7 heures du matin a eu lieu la fondation de canons de cette ville le coulage d'une enclume gigantesque, pesant 38,000 pouds et destinée à un marteau de 50 tonnes. L'opération a complètement réussi. Les ouvriers fondeurs, dirigés par M. l'ingénieur des mines Vorontsov, ont montré une abnégation et un mépris du danger au-dessus de tous les éloges, en passant trente heures presque sans interruption en face de l'ardente fournaise de la fonderie. »

« La même feuille publie un décret du sénat dirigé, rendu sur la plainte de M. Lieskov contre le tribunal de province (Landgericht) d'Esthonie, plainte par laquelle M. Lieskov contestait entre autres choses à ce tribunal le droit de lui adresser des sommations de comparaitre rédigées en langue allemande. Le tribunal opposait à ce grief de M. Lieskov la loi existante, aux termes de laquelle la procédure, dans les Provinces baltiques, se fait en langue allemande; mais le sénat n'a pas reconnu la validité de cette objection du tribunal, et a confirmé le droit des ressortissants de l'empire, Russes de nationalité, d'exiger des tribunaux des Provinces baltiques des sommations et autres documents écrits en langue russe. »

« La Voie reçoit de Moscou le télégramme suivant : « Vendredi, 26 janvier. — Le maire de Moscou a donné aujourd'hui sa démission, après une entrevue avec M. le général Dournovo, gouverneur de la province. »

« On écrit au Messager d'Odesa que le prix de l'eau, dans cette ville, s'est élevé d'une manière très sensible. Le 21 janvier on payait jusqu'à 8 r. pour un tonneau ordinaire employé par les porteurs d'eau. Cette hausse extraordinaire ne doit point, selon la feuille d'Odesa, être attribuée à l'épuisement des réservoirs d'eau douce, comme on en fait courir le bruit. Tous les puits et réservoirs de la ville sont pleins; mais par malheur les plus abondants sont affermés par des spéculateurs sans scrupule, qui exploitent le public d'autant plus facilement qu'ils tiennent entre leurs mains les entreprises les plus considérables de porteurs d'eau. »

« Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 26 janvier 1873 :

Sexe	Sexe	Total.	
masc.	fémin.		
Malades au 26 janvier.	152	64	216
Cas nouveaux.	6	5	11
Guérisons.	4	2	6
Décès.	1	—	1
Il restait en traitement au 27 janvier.	153	67	220
Total depuis l'apparition de la variole (du 1 <sup>er</sup> avril 1872 au 27 janvier 1873) :			
Cas.	3181	1820	5001
Guérisons.	2010	1083	3093
Décès.	1044	644	1688

(Gazette de police de St-Petersbourg.)

« Allemagne. — La Chambre des Seigneurs ne reprendra pas le cours de ses séances avant le 18 février. »

« On mande de Posen, 6 février, que M. Szymanski, rédacteur de l'Orendonick, a été condamné à quatre mois de prison à cause d'un article intitulé : « La lutte contre l'Eglise de Dieu », et qui contenait des incriminations constituant le délit d'offense envers Sa Majesté. »

« L'université de Berlin et d'autres corps savants de cette capitale font des préparatifs pour célébrer le 19 février le jubilé quatre fois séculaire de la naissance de Copernic. »

« Prusse. — S. A. R. la duchesse de Gênes est arrivée à Dresde le 5 février, et a pu être reçue immédiatement par sa mère, S. M. la reine Amélie. »

« Alsace-Lorraine. — Le professeur Schrieker de Strasbourg vient de publier une « Statistique des maisons conventuelles de l'Alsace-Lorraine. » Il en résulte que le Reichsland ne possède pas moins de 828 maisons ecclésiastiques, avec environ 5,000 religieux. Dans la Haute-Alsace, sur 127 instituteurs congréganistes 90 seulement auraient le brevet de capacité, tandis que sur 606 sœurs congréganistes il n'y en aurait que 3 munies de ce brevet. »

« D'après la Rheinische-Zeitung, on va construire un nouveau fort près de Metz, à Woippy, entre St-Julien et Plappeville. »

« Autriche-Hongrie. — Le Chambre des députés du Reichsrath s'est occupée le 5 février du projet de loi sur la suppression de la taxe des annonces dans les journaux. »

« Le rapporteur de la commission ad hoc M. Weigel, proposait que l'on abolît non-seulement la taxe des annonces, mais encore le timbre des journaux, la situation financière de l'Autriche permettant une pareille mesure. »

« M. Hopfen, président de la Chambre, a fait observer que l'art. 9 du règlement s'opposait à ce que l'Assemblée décidât la question des annonces dans cette session, vu qu'elle avait déjà repoussé, dans le cours de la session actuelle, une proposition tendant au même but. »

« La-dessus M. Dumba a émis l'opinion qu'il faudrait faire rentrer le projet de loi sur la suppression des annonces dans le cadre de la réforme des impôts, dont la Chambre aura à s'occuper plus tard; mais M. Depretis, ministre des finances, a déclaré qu'il valait mieux ajourner la question, afin que le gouvernement put en délibérer; et la Chambre s'est ralliée à sa proposition. »

« Dans la séance du 5 février de la Chambre des Députés de Hongrie, M. Kerkapoly, ministre des finances, répondant à une interpellation de M. Horvath relative aux résultats de la souscription à l'emprunt à Londres, a déclaré ce qui suit : »

« L'opération de crédit est terminée en tant que l'association des banquiers qui se sont chargés de l'emprunt a souscrit une somme fixe dont elle a déjà versé un tiers dans les caisses de l'Etat, ce qui me garantit qu'elle remplira aussi ses autres engagements. Rien de positif ne peut d'ailleurs être communiqué à ce sujet jusqu'à ce que l'opération soit terminée complètement et le syndicat dissous. »

« Le ministre a repoussé le reproche d'après lequel lui et ses prédécesseurs auraient compromis les opérations en traitant avec des puissances financières de troisième ordre; il a énuméré les maisons de banque avec lesquelles l'Etat a opéré jusqu'à présent, et qui sont : la Société de crédit de Vienne, les banques Wodianer, Rothschild, Sina, la banque de l'Union, la Société de crédit foncier de Hongrie, l'Anglo-Bank, etc. »

« L'emprunt actuel, dit le ministre, a été souscrit par le même groupe de banquiers qui ont placé dans le temps l'emprunt de 30 millions; seulement à la place des maisons de banque de Berlin, qui avaient alors pris part à l'opération, sont entrées les maisons Erlanger de Francfort et de Paris, ainsi que l'Anglo-Bank. »

« L'orateur a conclu en priant la Chambre de s'abstenir de critiques inconsidérées, ce qui ne peut qu'aliéner à la Hongrie les puissances financières et compromettre de futures opérations. »

« Dès que le syndicat sera dissous, le ministre fera un nouveau rapport sur l'emprunt. »

« L'évêque de Rosenau a répondu au ministre des cultes de Hongrie, au sujet de la promulgation des décrets du Concile, qu'il avait ordonné, il est vrai, la notification ecclésiastique du dogme de l'infalibilité, mais qu'il n'avait pas « promulgué formellement » ce dogme. »

« France. — COMMISSION DES TRENTE. Séance du 5 février. Présidence de M. de Larcy. »

« M. de Larcy, Monsieur le président de la république, vous avez en la bonté de nous proposer de nous faire connaître votre opinion sur l'article 4 du projet de la commission. »

« M. THIERS. A la dernière séance, je vous ai dit que je n'étais pas en mesure de répondre sur les points qui font l'objet de l'article 4 du projet de la commission. Ce n'est pas que ma pensée personnelle ne fût arrêtée. Mais je n'avais pas encore consulté le conseil des ministres d'une manière assez précise sur les questions proposées dans votre art. 4, et dans une si grave matière, je tiens à ne fournir les explications qu'après m'être mis d'accord avec mes collègues. »

« La rédaction de votre article est générale, et par conséquent un peu vague; celle dont M. le garde des sceaux vous donnera bientôt lecture l'est également; les précisions viendront plus tard; mais ce que nous avons en vue, comme vous dans votre projet, ce sont deux grandes questions. D'abord celle des deux Chambres, et ensuite celle de la loi électorale. Quant à mon opinion personnelle, je trouve naturel que la commission chargée de l'organisation des organes vitaux du gouvernement soit également chargée du soin de régler ces deux questions. »

« Seulement une commission spéciale instituée par la Chambre a reçu mandat de préparer un projet de loi électorale, et il est délicat de songer à la dessaisir de son œuvre. Mais l'Assemblée est plus puissante que nous tous, gouvernement et commission, à préparer une loi électorale; le gouvernement ne fera aucune opposition à sa décision. Peut-être serait-il tout-à-fait convenable de profiter du travail déjà fait par la commission électorale, mais c'est à la Chambre seule de décider ces questions. »

« Ainsi donc, nous avons à nous entretenir d'abord d'une deuxième Chambre, et ensuite de la question électorale. »

« Quant au premier point, mon opinion est résolument arrêtée: il est impossible de fonder un gouvernement régulier, un gouvernement sensé, sans que les décisions prises par le pouvoir législatif soient soumises à un double examen. Quant à l'origine de la deuxième Chambre, je ne pense pas qu'elle doive être différente, car, issue du suffrage universel, elle aura plus d'autorité que si elle était nommée par un corps électoral spécial; mais les attributions de la deuxième Chambre doivent être différentes. Dans une société démocratique, il existe une très grande mobilité, il y a toujours un mouvement en avant très prononcé. Il faut donc créer un pouvoir qui résiste à l'entraînement excessif de ce mouvement en avant. »

« Suivant moi, il faut nous chercher des garanties pour la nomination de la Chambre conservatrice autant dans les électeurs que dans les dignitaires. »

« On peut concevoir cependant la nomination de cette deuxième Chambre de diverses manières. Mais, quant à moi, je craindrais qu'en changeant pour sa nomination la base électorale, on n'y ôtât de sa force. »

« Je ne verrai donc aucun inconvénient à ce que les électeurs fussent obligés de chercher les éléments de la deuxième Chambre dans certaines catégories. Sur le mode de nomination paraîtrait plus sûr. On pourrait, par exemple, indiquer comme éligibles ceux qui auraient été députés pendant cinq ans, les anciens sénateurs, les anciens pairs de France, les premiers présidents de la magistrature, les présidents de Chambre, et ceux qui auraient été investis de grands commandements militaires. Voilà, sans rien préciser, quelques-unes des catégories d'éligibles que l'on pourrait admettre. »

« Sans doute, parmi les éligibles appartenant à ces catégories, on pourrait rencontrer des esprits singuliers, cela s'est vu souvent; mais la formation des catégories fournirait un moyen plus sûr d'arriver à une composition rassurante d'une Chambre conservatrice que la création d'un corps électoral spécial pour l'élire. »

« Je vous expose ces idées sans prétendre assurément vous les faire adopter. Rien à cet égard ne m'engage; je conserve toute liberté d'accepter tout autre mode de formation que vous croirez convenable. Seulement je considère comme une chose importante et nécessaire que vous vous occupiez d'une deuxième Chambre sans différer, sans interrompre vos travaux. Si vous êtes prêts sur la question de la responsabilité ministérielle et sur le règlement des rapports du pouvoir exécutif avec l'Assemblée, proposez à l'Assemblée votre projet en disant que la commission est prête sur les premières questions, et qu'elle ne l'est point sur la question des deux Chambres, et que c'est là le motif qui vous fait séparer un sujet de l'autre. »

« J'arrive maintenant à la loi électorale. Tout doit être mis en harmonie dans votre travail. Par conséquent, la loi électorale relative à la seconde Chambre, j'entends par la seconde Chambre la Chambre des Députés, celle qui donne l'impulsion, doit être examinée et réglée comme ce qui concerne la première Chambre ou Chambre conservatrice. Quant à moi, je vous avoue que je n'ai pas cru que la loi électorale actuelle doit être appliquée absolument comme elle l'est aujourd'hui, et je suis disposé à donner mon approbation aux modifications qui, tout en respectant le suffrage universel, qui est la base de nos institutions politiques, donnera plus de sécurité à l'élection. »

« Le suffrage universel est la loi actuelle du pays. J'ai été, il est vrai, un des auteurs de la loi du 31 mai; mais j'avais, à ce moment-là, dit à la tribune que les résultats du suffrage universel avaient été moins effrayants que je ne le pensais tout d'abord. En effet, il avait donné une des Chambres les plus grandes, les plus sages, les plus patriotes qu'aient eues les pays. L'Assemblée constituante de 1848. Lorsque survinrent les élections Carnot-Vidal, de Flotte et Eugène Sue, nous fûmes effrayés; et la loi du 31 mai arriva. »

« Ce fut dans cette discussion que je prononçai ce mot qui a été tant de fois répété: « La ville multitude » mais, en 1851, nous vîmes que nous avions mis une arme terrible dans les mains de l'homme qui, apportant le despotisme à la France, pouvait lui dire qu'il rendait sa souveraineté que la loi du 31 mai lui avait arrachée. »

« Cela me fit faire de grandes réflexions, et je crois qu'il serait imprudent, moi, bien imprudent de toucher à cette grande institution du suffrage universel. »

« Je ne renie aucune de mes opinions relatives au suffrage universel; mais il faut se demander si on ne ferait pas plus de mal, au point de vue de l'ordre et de la tranquillité des esprits par une discussion qui paraîtrait mettre en question le suffrage universel, que par des garanties qu'on voudrait se procurer contre ses dangers. »

« Pour moi, le meilleur moyen de prévenir ces dangers serait de localiser l'élection, par exemple par arrondissement, sauf à créer pour certains arrondissements plusieurs circonscriptions. »

« Le scrutin de liste offre moins de sécurité que le vote individuel. Mais j'ai entendu parler de la liste mixte, mêlant le scrutin de liste et le vote par arrondissement. »

« Voilà des indications dont on pourrait tirer parti. Je suis partisan d'une mesure qui exigera un domicile bien constaté. J'ai vu sous l'empire des fraudes extraordinaires; elles sont facilement praticables. Avec le suffrage universel, la difficulté est de connaître les électeurs. Il faut bien s'assurer que celui qui est muni d'une carte électorale en est bien le légitime possesseur. A Paris, j'ai vu déposer des bulletins dans l'urne par des personnes à qui ils n'appartenaient point. Pour s'assurer de l'identité de l'électeur, la condition du domicile est la condition naturelle et la mieux indiquée. »

« Je suis donc d'avis que l'Assemblée fasse une loi électorale, soit en modifiant l'ancienne, soit en faisant une nouvelle. On a demandé que le gouvernement présentât lui-même un projet de loi. Je ne refuse pas de le faire, mais le travail devra être fait de concert avec la commission. Le gouvernement et elle verront, examineront ce qu'il convient de faire. »

« Maintenant que je vous ai donné mes explications sur la question des deux Chambres et sur la loi électorale, je prie M. le garde des sceaux de vous donner lecture de la rédaction qu'il a préparée. »

« M. DEPARTEMENT. Si la commission le permet, je vais lui lire la rédaction qui a été arrêtée en conseil des ministres. Elle est ainsi conçue : »

« Il sera statué dans un bref délai par des lois spéciales : »

- 1<sup>re</sup> Sur la composition et le mode d'élection de l'Assemblée Nationale qui remplacera l'Assemblée actuelle.
- 2<sup>e</sup> Sur la composition, le mode d'élection et les attributions d'une deuxième Chambre;
- 3<sup>e</sup> Sur l'organisation du pouvoir exécutif pour le temps qui s'écoulera entre la dissolution de l'Assemblée actuelle et la constitution des deux nouvelles Assemblées.

« Nous ne sommes pas allés plus loin. Il ne nous est pas échappé que, par son article 4 de son projet, la commission a entendu qu'elle resterait chargée de présenter les lois que nous indiquons. Mais le gouvernement a cru qu'il fallait ménager les susceptibilités à la fois de la commission chargée de préparer une loi électorale et de la Chambre elle-même, qui peut vouloir saisir de l'examen de ces projets une nouvelle commission. Nous avons cru, dans cette situation, devoir garder le silence, bien que nous ne fassions aucune objection à ce que votre commission règle elle-même ces divers points. »

« Si nous avions même à exprimer notre opinion intime, nous dirions que la commission actuelle est plus compétente que ne le serait toute autre, parce qu'elle doit préparer des lois qui concordent entre elles. »

« Je dois maintenant expliquer le sens des divers paragraphes dont j'ai eu l'honneur de donner lecture à la commission. »

« Un paragraphe 1<sup>er</sup>, en parlant de la composition de l'Assemblée nationale, j'ai voulu dire que celle qui succèdera à celle-ci pourra être composée d'une autre manière. Au lieu d'être de 750 membres, elle pourra en comprendre un nombre moindre. Avant sa dissolution, l'Assemblée déterminera par une loi le chiffre des députés à élire, ainsi que le mode d'élection qui devra être adopté. »

« En parlant au § 2 de la composition et du mode d'élection d'une deuxième chambre, j'ai voulu indiquer que le projet de loi à rédiger devra dire de combien de membres elle sera composée et de quelle manière elle sera élue. »

« Enfin, en parlant au paragraphe 3 de l'organisation du pouvoir exécutif, le conseil des ministres s'est préoccupé du temps intermédiaire entre la retraite de cette Assemblée et l'entrée en fonctions de celles qui lui succéderont. »

« Nous avons pensé qu'il y avait un intérêt d'ordre public à ne pas laisser ce point en suspens. Si la commission était d'avis qu'on étendît la durée du pouvoir exécutif, elle l'examinera, nous lui en laissons exclusivement le soin. Mais ce qui nous a frappés, c'est que l'Assemblée n'aurait encore rien fait en prévision du temps qui s'écoulera entre sa dissolution et l'avènement d'une autre Assemblée. Or, le point doit être réglé à l'avance: cela est réellement indispensable. »

« Si la commission est d'avis que nous confions, soit avec la première de ses deux sous-commissions, soit avec la première qui s'est déjà occupée de l'organisation d'une seconde Chambre, nous nous mettrons à la disposition soit de l'une soit de l'autre, et nous examinerons en commun tous les détails de ces deux questions. »

« M. DE LACROIX. M. le président de la république a parlé de la nécessité du domicile électoral. Je lui demande la permission de lui demander quelle est, d'après lui, la durée à exiger pour le domicile. »

« M. THIERS. Cette question est très-difficile à résoudre. Je pense néanmoins que la durée du domicile doit être de plus d'une année. Le conseil des ministres n'a pu encore délibérer sur ce point. Plus tard, quand il s'en sera occupé, je pourrai entrer dans des détails précis avec la commission. »

« M. DEPARTEMENT. Il me semble que la loi électorale doit se composer de dispositions fondamentales, telles que celles destinées à garantir la sincérité du suffrage, à déterminer le domicile, à indiquer l'élection par scrutin de liste ou par bulletin individuel. »

« Il y a ainsi trois ou quatre points fondamentaux à examiner. Le conseil des ministres s'en occupera, et après qu'il aura pris une détermination, nous ne demanderons pas mieux que de vous la faire connaître. »

« M. ARAGO. Je retiens des explications fournies par M. le président de la république que, d'après lui, l'objet principal de la constatation du domicile est d'empêcher toute erreur sur l'identité des électeurs et toute fraude par interposition de personnes. »

« M. THIERS. Il est certain qu'aujourd'hui il y a absence de garanties, soit pour l'identité des individus, soit pour leur moralité. Des gens sans aveu, en effet, qui ne sont connus de personne, ni au physique ni au moral, se trouvent parfois munis de cartes électorales. Il ne faut point porter atteinte au suffrage universel. On y porterait atteinte si on privait du droit de vote celui qui est réellement citoyen, civis. Mais ce n'est point atténuer le suffrage universel que de constater l'identité des électeurs. Le suffrage universel n'est pas dans le nombre, il est dans l'exercice du droit de tous ceux qui sont citoyens. »

« M. LE DUC DE BROGLIE. M. le président de la république a parlé de la durée minimum du domicile: quelle serait, d'après lui, la durée à adopter? »

« M. THIERS. J'ai parlé d'une année au moins. Celle de trois ans devrait être le maximum. On pourrait faire une distinction entre les grandes villes et les autres communes. Dans les premières, en effet, la constatation de l'identité des individus est très difficile, tandis que dans les dernières elle ne l'est point. Sous l'empire, 4,000 électeurs ont pris part au vote dans la circonscription où j'étais candidat, sans que les cartes dont ils étaient porteurs leur appartenissent. »

« Voici comment on procédait: à un certain moment, on passait un relevé de ceux qui n'avaient point voté; on prenait leurs cartes qui étaient demeurées dans les mains de l'administration municipale, et on les remettait à des individus qui votaient au lieu et place de ceux auxquels les cartes appartenaient. »

« M. LE DUC DE BROGLIE. La confection des listes exige beaucoup de soin. C'est un point dont la loi électorale devra principalement se préoccuper. »

« M. DE LAROCHE. A Marseille, on a prononcé 14,000 radiations d'individus portés sur les listes électorales bien qu'ils ne fussent pas légalement électeurs. »

« M. RICARD. Le point important, c'est d'apporter de l'homogénéité et de la sincérité dans la composition des listes. Voilà la garantie qu'il importe de rechercher. Quant à la durée du domicile, cette question est secondaire. Elle n'est qu'un moyen de parvenir à la constatation de l'identité de l'électeur. Il importe surtout qu'on ne puisse pas considérer les précautions qui seront prises pour assurer la sincérité dans la composition des listes comme une atteinte portée au suffrage universel. »

« M. DE LACROIX. Une des garanties n'exclut pas l'autre, les deux conditions d'identité et de domicile sont également nécessaires. »

« M. BERTHAUD. Les questions doivent être réservées jusqu'à ce que le gouvernement, qui est en délibération en conseil des ministres, nous fasse connaître son opinion. Il est inutile de s'en occuper avant d'avoir entendu le gouvernement. »

« M. A. GÉRY. Cette observation de M. Bertaud est d'autant plus juste qu'on aura à examiner si la condition de durée du domicile doit être entendue dans le sens qu'il faille être domicilié soit dans la commune ou dans le canton, ou dans le département; ce sont-là autant de questions à discuter. »

« M. THIERS. Les diverses questions dont la commission aura à s'occuper pourront être portées devant la Chambre au fur et à mesure qu'elles seront prêtes à recevoir une solution. Mais il importe qu'il n'y ait pas d'interruption dans la préparation des divers projets. Commencez, si vous voulez, par un premier chapitre, et quand vous en viendrez à l'examen des autres, vous nous ferez appeler si vous le jugez utile, et nous serons toujours à votre disposition. »

« M. SACAZE. Est



M. DUBAÏE répond que ces mots « à bref délai » ne peuvent avoir aucun caractère impératif de la part du gouvernement, puisque le projet de loi doit être soumis à l'Assemblée et qu'il appartient à celle-ci de décider. Du reste, il ne voit aucune difficulté à ce qu'on fasse la modification proposée par M. de Camont.

La séance est levée à 3 h. 1/2 et renvoyée au 7, pour délibérer sur les propositions du gouvernement.

C'est encore le projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures qui a fait les frais de la séance du 5 février à l'Assemblée Nationale. M. Prévost a combattu l'amendement de M. Wolowski portant interdiction pour les femmes du travail de nuit dans les usines et manufactures. Après une réplique de M. Wolowski, qui a amené l'intervention du ministre de l'Agriculture et du Commerce, dont le langage a été tout à fait hostile à l'amendement; après une discussion assez vive entre M. Puyot-Quertier, qui a aussi combattu l'amendement, et M. Tolain, qui l'a soutenu, on a passé au scrutin. 92 députés seulement ont voté pour l'adoption; 526 ont voté contre.

Le § 2 de l'article de la commission qui interdit le travail de nuit dans les usines et manufactures, en ce qui concerne les filles âgées de moins de 21 ans, a été ensuite adopté par 317 voix contre 274, malgré l'opposition de MM. de Montgolfier et Laurent. L'art. 5, relatif à l'interdiction du travail le dimanche pour les enfants de moins de 16 ans et les filles de moins de 21 ans, a été également adopté, après le rejet d'un paragraphe additionnel proposé par M. Bamberger, et qui avait pour but de limiter cette interdiction aux enfants appartenant aux cultes chrétiens, et de ne pas l'imposer à ceux pour qui le dimanche n'est pas jour de fête.

MM. de Belcastel et d'Aboville ont demandé qu'on ajoutât à l'art. 5 ces mots: « Sans préjudice des lois existantes sur l'observation du dimanche. » Mais l'Assemblée n'ayant pas partagé cet avis, les auteurs de l'amendement ont dû y renoncer. Après cet incident, les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 ont été successivement votés sans discussion.

Le journal l'Assemblée nationale publie, sous le titre de: la Maison de France, l'article suivant:

« Les journaux de la présidence, d'accord avec les organes du radicalisme, s'efforcent à redire, chaque jour, que la France est satisfaite de ces deux années de nouveau essai de république et demande à la conserver. L'insinuation générale des esprits, le temps d'arrêt trop prolongé pour la reprise des grandes affaires, les craintes permanentes de conflits entre l'Assemblée et M. Thiers démentent suffisamment les assertions des feuilles officielles et radicales, et prouvent que notre pays aspire à sortir du provisoire républicain. Il y a un symptôme bien évident de cette disposition de l'opinion publique, c'est l'intérêt avec lequel nous la voyons accueillir tous les renseignements plus ou moins fondés relatifs aux rapports des princes d'Orléans avec le chef de la maison de Bourbon.

« La France, malgré ses quatre-vingts ans de révolution, a conservé, personne ne peut le nier, les idées et les mœurs monarchiques; elle ne comprend pas qu'elle puisse avoir, au dedans, le calme, la sécurité, la stabilité qui assurent le travail: au dehors, l'influence légitime due à une grande nation, sans l'existence des institutions monarchiques.

« Nos républicains de la veille ou du lendemain, par toutes leurs manœuvres pour consolider le pouvoir personnel de M. Thiers, pour le doter d'une seconde Chambre, que font-ils? Une parodie de la monarchie. Le bon sens du public, qui n'est pas égaré par les déclamations de la presse officieuse et radicale, se dit que tant de luttes, pour établir un faux semblant de pouvoir monarchique sur la tête d'un vieillard de soixante-quinze ans, seraient bien plus utilement employées pour rendre à la France cette monarchie traditionnelle et héréditaire qui a fait notre unité nationale, notre prépondérance en Europe, qui n'a jamais disparu à la suite de catastrophes dont les conséquences nous ont toujours été fatales.

« Elles passent encore trop cruellement sur tous les intérêts compromis pour qu'ils ne s'attachent pas à en épargner le retour. Voilà ce qui explique l'empressement avec lequel l'opinion publique cherche à s'éclairer sur l'état actuel des relations entre les princes d'Orléans et M. le comte de Chambord. Tant il est vrai que toute la partie saine et honnête de notre pays a l'intelligence que les divisions qui ont fait nos malheurs ne cesseront que par l'union dans le sein même de la maison de France!

« La maison de France! tel est le titre que donnait à un de ses articles, le 2 février, le principal organe de la présidence, le Bien public. Le soin mis par ce journal à essayer de prouver que notre pays ne peut plus se passer de la république, que la monarchie n'est plus possible, que la fusion est morte, toute cette rhétorique n'a pas d'autre résultat que de constater combien les républicains de la veille et du lendemain craignent de voir le retour de la monarchie facilité par l'accord entre tous les princes de la Maison de France.

« Eh bien! au risque de déranger tous les calculs des organes de la présidence, nous croyons pouvoir assurer que, le jour où notre pays verra revenir à la monarchie traditionnelle, il ne rencontrera d'obstacles ni du côté de M. le comte de Chambord, ni du côté de ses cousins les princes d'Orléans.

« Quand M. le duc de Nemours, dans une lettre récente, a fait les déclarations suivantes: M. le comte de Chambord est le seul représentant du principe monarchique; M. le comte de

Chambord ne rencontrera jamais un compétiteur dans la famille d'Orléans; la France a déjà plusieurs fois changé de drapeau... qui peut nier, de bonne foi, la gravité et la portée de ces déclarations? Qui peut contester qu'elles ne soient le terrain de l'accord entre tous les princes de la maison de France sous l'autorité de leur chef?

« Les intérêts égoïstes et anti-patriotiques qui visent à faire triompher, avant tout, des calculs d'ambition personnelle, sont les seuls à vouloir tromper l'opinion publique, en cherchant à lui faire croire que les princes d'Orléans ont des prétentions opposées à celles du chef de leur maison. La lettre de M. le duc de Nemours dément ces suppositions; le langage tenu par les princes à leurs amis n'est pas moins catégorique; enfin, quelle parole plus formelle a été prononcée depuis 1830 que celle adressée à M. le duc de Laroche-Montcaul Bissac par M. le comte de Paris.

« Il n'y a plus qu'une monarchie en France... Aux déclarations de M. le duc de Nemours, la parole de M. le comte de Paris, il ne manque qu'un acte, la visite au chef de la maison de Bourbon.

« Laissons aux princes de la maison de France le choix du moment opportun où cette rencontre devra s'effectuer.

« Ce qu'il importe au pays, au milieu des incertitudes du temps présent, à la veille des nouvelles épreuves qui l'attendent, c'est de savoir que le jour où, maître de ses destinées, il voudra choisir entre la république et la monarchie, il ne trouvera pas, dans la famille d'Orléans, de compétiteurs pour barrer le passage au roi.

« Nous ne songions pas encore à aborder ces questions délicates, mais nous ne pouvions éviter de donner notre avis sur l'article du principal organe de la présidence. Il y va de l'intérêt suprême du pays de savoir que, si M. Thiers, par conflit avec l'Assemblée souveraine ou par la mort, venait à perdre le pouvoir, la France n'est pas condamnée à subir M. Gambetta, la dictature radicale et la Commune. La maison de France est debout et unie pour épargner à la patrie les horreurs de l'anarchie, et peut-être les dangers d'un nouveau démembrement.

« Nous apprenons de source certaine, dit la Liberté, que M. Gavini se proposait de demander à l'Assemblée, au début de la séance du 6, la mise à l'ordre du jour de samedi prochain des rapports sur la protestation du prince Napoléon, et sur la pétition adressée par 1,400 électeurs du département de la Corse au président de l'Assemblée, pour réclamer contre l'expulsion de leur conseiller général.

« La commission de décentralisation a entendu un exposé fait par M. de Chabrol sur les précédents législatifs concernant la question de la nomination des conseils municipaux et des maires. Elle a désigné une sous-commission composée de trois membres dont les noms suivent: MM. Amédée Lefèvre-Pontalis, de Chabrol et Ernoul, pour rédiger un projet préparatoire, relativement à la nomination des conseils municipaux et des maires.

« Après le soir, la commission ne paraît pas disposée à adopter une loi exceptionnelle pour Lyon; elle attendrait la loi générale que proposera le gouvernement; toutefois, elle entendrait, parait-il, M. Cantouet, préfet du Rhône, au sujet de la municipalité lyonnaise.

« Disons à ce propos que le bruit de la dissolution du conseil municipal de Lyon et celui de la démission de M. de Goulard sont également démentis.

#### Grande-Bretagne.

Voici le texte du discours royal lu à l'ouverture du Parlement le 6 février:

« Milords et Messieurs, « Je vous donne cordialement la bienvenue au moment où vous vous assemblez, de nouveau, pour remplir vos devoirs importants. J'ai la satisfaction d'entretenir des relations d'amitié avec les puissances étrangères dans le monde entier.

« Par mon dernier discours vous avez été informés que des mesures avaient été adoptées pour en finir plus efficacement avec la traite des noirs sur la côte orientale d'Afrique. J'ai fait partir un navire pour Zanzibar; j'ai été porteur des instructions qui me paraissent tendre mieux à la réalisation de l'objet que j'y ai en vue. Il est récemment arrivé au lieu de sa destination, et il est entré en communication avec le sultan.

« Mon allié, l'empereur d'Allemagne, qui a eu l'honneur de prononcer un jugement, à titre d'arbitre, sur la ligne de la frontière maritime, si longtemps en discussion sous l'empire des termes du traité de 1846, a statué, conformément à la prétention du gouvernement des Etats-Unis, que le canal de Haro présente la ligne la plus conforme à la véritable interprétation de ce traité.

« J'ai pensé que la marche qui convenait le mieux à l'esprit d'unité internationale et à la dignité du pays consistait à exécuter immédiatement la sentence arbitrale en cessant promptement mon occupation partielle de l'île de San-Juan.

« Le tribunal arbitral de Genève, appelé à se prononcer sur les réclamations américaines pour dommages indirects, a écarté en partie ces réclamations. En temps utile, vous serez invités à pourvoir aux moyens de payer aux Etats-Unis la somme que leur alloue la sentence. Je dois des remerciements à l'empereur d'Allemagne et au tribunal de Genève pour les soins et les peines qui ont amené un arrangement amical entre les deux contrées, en sorte que nos relations internationales ne puissent souffrir en rien.

« Poursuivant une politique bien comprise et établie, j'ai conclu un traité pour l'extradition des criminels avec mon allié le roi des Belges.

« Le gouvernement de France, pendant les vacances parlementaires, a renouvelé ses communications avec mon gouvernement dans le but de conclure un traité de commerce pour remplacer celui de 1860 qui est sur le point d'expirer.

« En poursuivant ces communications, j'ai eu toujours en vue le double objet d'une considération équitable des circonstances existantes et d'une mode d'assurer une provision (disposition) générale plus permanente dans son caractère, et reposant sur une base réciproque et égale pour les transactions commerciales et maritimes des deux pays. J'espère pouvoir bientôt vous annoncer le résultat définitif.

« Les gouvernements de la Russie et du Royaume-Uni ont depuis plusieurs années respectivement compris que s'ils pouvaient arriver à une conformité de vues relativement à la ligne qui forme la frontière nord des domaines de l'Afghanistan, cela conduirait au rétablissement de la tranquillité dans l'Asie centrale. Dans cette pensée, une correspondance a été entamée sur ce point. La teneur et l'objet de cette correspondance seront sans doute approuvés par l'opinion publique dans le deux pays.

« Il vous sera soumis tous les documents relatifs aux sommes adjugées, sous l'autorité du traité de Washington, aux négociations avec la France et aux frontières du nord de l'Afghanistan.

« Messieurs de la Chambre des Communes. « Les budgets de la prochaine année financière vous seront soumis. Ils ont été préparés en tenant compte de l'efficacité et de la modération de nos services, et sans perdre de vue les circonstances exceptionnelles où nous nous trouvons et la hausse qui s'est produite dans les prix de quelques articles de première nécessité.

« Quoique la moisson dernière ait laissé à désirer dans son rendement, la condition des trois royaumes, au point de vue du commerce, du revenu public, de la diminution du paupérisme et de celle des crimes et délits, est généralement satisfaisante.

« Des mesures vous seront prochainement soumises pour trancher la question de l'éducation en Irlande. Elles auront pour objet le progrès de la science dans cette partie de nos Etats, et elles se conformeront avec un soin tout particulier aux droits de la conscience.

« Vous trouverez un grand travail à accomplir sur divers sujets importants, qui, pour la plupart, ont déjà été l'objet de votre attention sous d'autres formes et à des époques diverses. Parmi ces derniers sujets, on vous demandera bientôt de vous occuper de la formation d'un cour suprême judiciaire et de nouvelles mesures relativement aux procès en appel.

« Au nombre des mesures qui vous seront proposées se trouvera le projet pour faciliter le transport de la propriété territoriale et pour amener notre système d'imposition locale, pour amender certaines clauses de la loi de 1870 sur l'éducation, encore pour réglementer les voies ferrées et les canaux; enfin d'autres bills pour modifier la loi.

« Je recommande avec ferveur vos délibérations à la protection du Dieu Tout-Puissant.

Le Post de 4 annonce le départ du prince Napoléon et de la princesse Clotilde pour la Suisse.

« Cadix, 4 février, le consul anglais demande la saisie du *Murillo*. L'équipage est gardé à bord du *Murillo*. Il ne lui est pas permis de débarquer.

« On écrit de Cadix au *Daily News*, le 3: « Avant que le *Murillo* abordât ici, les autorités étaient informées que ce steamer était le navire qui avait coulé le *Northolt*. Notre consul présente une requête afin que, si les soupçons se confirment, des mesures fussent prises pour assurer le cours de la justice. Le *Murillo* était arrivé le 30 janvier au soir, le consul s'appuyant sur les preuves de culpabilité qu'il croyait avoir obtenues, les autorités maritimes se rendirent à bord le lendemain matin pour recueillir les dépositions des hommes de l'équipage. Le capitaine et les marins qui formaient la vigie dans la nuit du désastre sont restés prisonniers.

« Le vice-consul anglais a été aussi à bord pour chercher le passager anglais et le conduire à terre, où il aura également à faire sa déclaration au consulat. Cette déclaration, ainsi que celle du premier et du second ingénieur, les seuls Anglais qui fussent à bord, confirment les dires des survivants du malheureux navire.

« Le passager, ainsi que le second ingénieur, ont entendu les cris des femmes et des enfants. On les a vus en train de venir au secours et de mettre leurs chaloupes à flot. Cela fut promis. Mais, à leur grand terreur, ils virent le steamer s'éloigner immédiatement après le choc sans s'arrêter pour assister les naufragés. Ils aperçurent distinctement les feux du navire effondré qu'ils supposaient au repos sur ses ancres. Le second ingénieur décrit ce bâtiment comme étant de large et ancienne construction, avec ses sabords peints et ayant en tête une figure blanche. Il déclare que le choc a eu lieu sur le flanc de tribord. Ce dire est important, les parties intéressées dans la position du *Murillo* étant encore sous l'impression de l'idée que le steamer n'a eu affaire à aucun navire dans la nuit, à l'heure et au lieu que l'on désigne. Or, le *Murillo* n'a souffert aucun dommage; mais l'inspection opérée par ordre du vice-consul prouve suffisamment qu'il a éprouvé un choc avec une construction en bois. La collision a eu lieu après que le chauffeur eut renversé la vapeur. D'après la déposition d'un des témoins le steamer a frappé « comme un coup » sur l'autre vaisseau. Ce sont les termes

mêmes dont il s'est servi dans sa déposition au consulat.

Voici le texte de la dépêche reçue par le *Lloyd*, à laquelle fait allusion la correspondance du *Daily News* que nous rapportons plus haut:

« Samuel Bell, passager, et James Goodave, sous-chef mécanicien, qui se trouvaient dans la même cabine, déclarent sous serment que tout à coup ils ont entendu du bruit comme si quelque chose d'extraordinaire allait se passer; ils s'élançèrent sur le pont et immédiatement après la rencontre avec le steamer marchant au quart de sa vitesse ordinaire et avait ses roues renversées avant le choc, qui leur sembla louché un navire qui lui semblait être un navire d'émigrants. L'un et l'autre entendirent distinctement des cris de personnes, — des cris de femmes et d'enfants, — et tout particulièrement une voix qui hélait le steamer dix ou douze fois de suite, lui demandant de s'arrêter et d'envoyer des chaloupes. Tous deux répondirent qu'ils allaient le faire. Ils virent distinctement luire les feux du navire. Le steamer se jeta sur le côté de tribord. Le navire était apparemment à l'ancre. Il était dix heures et un quart. Goodave essaya d'engager le capitaine espagnol à descendre les chaloupes, en criant: chaloupes! et il croyait que le steamer marchait vers le navire heurté, lorsque tout à coup il fut frappé de terreur en s'apercevant que le steamer s'éloignait, au contraire. Gules Bethell, mécanicien en chef, avait la direction des machines; il monta un instant sur le pont et retourna aussitôt à ses fonctions, sachant seulement que le steamer avait rencontré un autre navire. Les machines étaient au quart de vitesse à 10 h. 30 m.; elles se trouvaient arrêtées et retournées à 10 h. 45 m. Quelques minutes après le navire se mit à la vitesse ordinaire.

#### Italie.

Un début de la séance du 3 février, à la Chambre des Députés, l'honorable Pescatore a développé son interpellation aux ministres des finances et du commerce, relativement à la réduction des escomptes par la Banque nationale.

Les deux ministres ont répondu; mais, l'interpellant ayant proposé un ordre du jour invitant le gouvernement à exercer une plus grande surveillance sur les opérations de la Banque, la discussion de cette motion a été, sur la demande du ministre des finances, renvoyée à lundi prochain.

On a repris ensuite l'examen du budget de l'instruction publique. La discussion du chapitre VII, concernant le personnel de direction, d'enseignement, de secrétariat et de service attaché aux universités, a occupé tout le reste de la séance. Après avoir entendu plusieurs orateurs, la Chambre a renvoyé la suite des débats au 4.

Plusieurs orateurs sont déjà inscrits pour parler sur la motion de l'honorable Pescatore. En voici la liste:

Pour: les honorables Cordova, Billia, Viacava, Corte, Nicotera, Morelli, Salvatore, Alvisi.

Contre: les honorables Ricci, Servadio, Nicco, Barruso, Mezzanotte, Teggs.

#### Suisse.

Nouvel incident, et non sans gravité, dans le conflit religieux de l'évêché de Bâle. Ainsi que nous le disions hier, il s'agissait de savoir si le chapitre diocésain se conformerait au désir de la conférence et nommerait un administrateur intérimaire du diocèse; or, une dépêche de Bâle 6 février, porte que le chapitre a refusé de déférer à ce vœu, en se basant sur le droit canon, d'après lequel il ne peut être que le choix d'un vacataire du siège épiscopal. M. Lachat n'étant ni mort, ni excommunié, ni démissionnaire.

Ainsi, voilà le litige dans sa troisième phase: il y avait d'abord scission entre les Etats diocésains et leur évêque, puis il y a eu un dissentiment entre les Etats eux-mêmes (cinq contre l'évêque et deux pour), et maintenant il y a désaccord entre les Etats diocésains et le chapitre épiscopal. Il peut encore se produire une quatrième scission: entre les divers gouvernements et les populations catholiques de leur canton respectif; et celle-là serait la plus grave, car elle amènerait, comme nous le disions, des crises gouvernementales ou des interventions fédérales.

A Genève, la nouvelle que le pape avait nommé M. Merillod vicaire apostolique avec les droits d'un évêque régulier, est tombée comme un coup de foudre et a produit une vive agitation. Dans la séance du 5 février du Grand-Conseil, M. Vautier, conseiller d'Etat, a déclaré que le Conseil d'Etat s'occupait de la manière la plus sérieuse de la nouvelle phase dans laquelle le conflit religieux venait d'entrer à la suite du bref pontifical du 16 janvier, et qu'il ne négligerait rien pour garantir les intérêts de la Confédération et sauvegarder les droits de l'autorité civile.

Enfin, — toujours dans le domaine des questions politico-religieuses, — un télégramme de Berne, 7 février, mande que le Grand-Conseil du canton du Tessin a adopté à une grande majorité le projet de loi dont nous avons parlé ces jours derniers, et qui stipule des pénalités, — destitution et amendes, — contre l'exercice de fonctions pastorales et la publication de documents ecclésiastiques sans l'autorisation de l'Etat.

Voici comment s'exprime le *Journal de Genève*, du 4 février, au sujet de la nomination de M. Merillod comme vicaire apostolique: « Un incident considérable vient de se produire dans le conflit ecclésiastique soulevé dans notre canton par les tentatives d'empêchement de la curie romaine; et, comme on le verra, cet incident n'est pas de nature à mettre fin au

conflit, ni à hâter les chances d'apaisement ou d'arrangement. Voici en deux mots ce dont il s'agit.

« Dimanche matin, chacun des membres du Conseil d'Etat reçut un télégramme daté de Berne, dans lequel M. Cérésio, président de la Confédération, annonçait le fait suivant:

« Mgr Agnozzi, chargé d'affaires du Saint-Siège à Lucerne, s'était rendu auprès du président de la Confédération, et lui avait notifié, au nom du cardinal Antonelli, la nomination de Mgr Merillod, évêque d'Hébron in partibus infidelium, aux fonctions de vicaire apostolique pour le canton de Genève.

« On sait que le prélat revêtu de ce titre relève directement du St-Siège, qu'il possède tous les pouvoirs et privilèges épiscopaux, entre autres celui de nommer les curés et autres bénéficiaires; on sait, en outre, que l'Eglise n'a l'habitude de nommer les vicaires apostoliques que dans les pays où il n'existe aucun lien officiel entre elle et l'Etat.

« Une réunion du Conseil d'Etat fut convoquée pour dimanche soir à 7 heures, aux fins de délibérer sur ce nouvel incident. A ce moment-là, le Conseil d'Etat avait sous les yeux le texte même du bref pontifical (daté du 16 janvier), inséré dans une lettre-circulaire de M. Merillod au Clergé du canton de Genève; cette lettre, publiée sans aucune autorisation de l'Etat, avait été lue, le matin même, dans toutes les églises catholiques du canton.

« La seule notification que le gouvernement du pays eût reçue de cet acte si grave, se bornait au dépôt en chancellerie de deux exemplaires de cette lettre-circulaire, conformément aux lois de police sur les écrits imprimés.

« Nous croyons savoir que des mesures assez sévères furent proposées et discutées dans cette séance du Conseil d'Etat. Toutefois, la majorité jugea plus sage et plus digne tout à la fois de ne pas prendre une décision *ad irato* et d'examiner plus mûrement la question. On décida de prendre également l'avis de l'autorité judiciaire et d'envoyer, dans ce but, un délégué auprès du procureur général. C'est ce qui eut lieu des lundi matin.

« Le Conseil d'Etat eut deux réunions dans la journée d'hier, la première dans la matinée, pour entendre les explications de celui de ses membres qui avait été délégué auprès du procureur général, la seconde dans l'après-midi, pour arrêter en commun les mesures à prendre en vue des circonstances nouvelles.

« Nous croyons savoir qu'une nouvelle dépêche de Berne avait invité le Conseil d'Etat de Genève à faire connaître son avis. Le démentement du diocèse de Lausanne opéré par un bref de la curie romaine, sans entente préalable avec les autorités civiles, constitue en effet une de ces questions internationales que la Constitution fédérale de 1848 a mises dans les attributions du pouvoir central. Il est donc probable que c'est à Berne et non à Genève que le conflit devra être porté pour y recevoir sa solution définitive.

« Le résultat des délibérations du Conseil d'Etat ne nous est pas encore connu; nous croyons savoir cependant que la majorité de ses membres n'a point été d'avis de prendre une décision précipitée; mais elle a reconnu de nouveau qu'il convenait au contraire d'envisager à loisir et de sang-froid la situation nouvelle faite au canton de Genève par une démarche aussi imprudente dans le fond qu'elle est illégale dans la forme.

« Dans une séance extraordinaire tenue le 31 janvier, le Conseil fédéral a décidé de proposer à l'Assemblée fédérale des modifications importantes à la loi de 1849, qui fixe l'organisation du Conseil fédéral et les attributions de ses différents départements.

Ces modifications sont jugées nécessaires en raison du surcroît d'occupation que va donner à l'administration la mise en vigueur de la nouvelle loi sur les chemins de fer. En conséquence, le Conseil fédéral proposera à l'Assemblée les propositions suivantes:

1° Le département du commerce et des péages est supprimé.

2° A sa place sera constitué un nouveau département sous le nom de département des chemins de fer et du commerce.

3° Tout ce qui concerne les péages de la Confédération, et qui, d'après l'art. 28 de la loi sur l'organisation du Conseil fédéral, a été géré jusqu'à présent par le département du commerce et des péages, sera confié au département des finances; et tout ce qui regarde le commerce appartiendra au nouveau département des chemins de fer et du commerce.

4° Le département des finances prend le nom de département des finances et des péages.

5° Tout ce qui concerne les chemins de fer et qui, comme section des travaux publics a été géré, depuis l'arrêté du 26 janvier 1860, par le département de l'intérieur, sera géré désormais par le département des chemins de fer et du commerce.

Par suite de ces décisions et en vue de l'exécution de la nouvelle loi sur les chemins de fer, un concours est ouvert pour pourvoir aux nouvelles places suivantes:

a. Une place d'inspecteur des chemins de fer suisses.

b. Une place d'inspecteur de l'exploitation des chemins de fer suisses.

c. Une place de contrôleur des taxes et tarifs.

#### Espagne.

Le chemin de fer du Nord est rétabli; il est inexact que Lisarraga et Ollo pensent à attaquer Moriones.

Deux bandes entières sont tombées au pouvoir des troupes; la pacification de la Navarre et des provinces basques avance rapidement.

Voici comment un correspondant de l'*Univers* esquisse le plan stratégique des carlistes de la Navarre et des pays basques:

« Navarre. — Commandant général, Ollo;

chef d'état-major, Argons; combattants, 2,500, opérant sous les ordres de Perilla, notaire d'Arjona, avec 400 hommes, dans les Aldudes; de Oscaris, avec 600 hommes entre Pamplone et la frontière; du marquis de Ormazas, avec 300 hommes, dans le Bastan; de Radica, propriétaire de l'Alfala, avec 400 hommes, dans le Carrosal; de Mozo, avec 150 hommes, à Lumbier; de Martinez, avec 150 hommes, entre Echalar et Vera, maintenant toujours libres les communications entre les carlistes et la France.

« Guipuzcoa. — Commandant général Lizarraga; son état-major se compose de Nayera, Ponce, de Léon et Bustos, tous quatre ayant appartenu à l'armée régulière: combattants, 2,000; opérant sous les ordres de: Ramajos, avec 200 hommes, entre Tolosa et Vera, et par conséquent en communication avec Martinez; de Sorroeta, Macazaga et Santa-Cruz, avec 750 hommes, entre San-Sebastian et Tolosa; c'est cette bande qui a remporté déjà deux victoires, l'une à Urrbail, l'autre au mont Hernio, près de la vonta de Hurrujo; de Irribar, fils de l'ancien général carliste, avec 200 hommes, entre Azpilleta, Azcoitia, etc.; de Dorronsoro, fils du député général de la province, avec 400 hommes, entre Atain, Segama et Alsasua, où se trouvent les treize tunnels de Navarre, Guipuzcoa et Alava.

« Tous ces volontaires sont bien armés et uniformés. Ils ont quatre sortes de fusils: Chassepot, Remington, Berdan, Lefaucheur; leur uniforme consiste en: souliers et gêtres, pantalon noir à bande rouge, capote bleue à deux rangs de boutons, cols et parements rouges, sac de cuir, ceinturon et cartouchière, bœuf rouge, bleu ou blanc suivant le bataillon. Le fusil excepté, tout cela ne coûte que 27 fr. 50. »

#### Amérique.

Le général Banks a présenté, le 3 février, à la Chambre des Représentants une résolution recommandant au président d'ouvrir des négociations avec les gouvernements étrangers pour aviser aux moyens de protéger les non-combattants à Cuba, d'y faire appliquer les lois de l'émancipation des esclaves et les règles de la guerre civilisée, et d'y établir la paix. Cette résolution a été renvoyée au comité des affaires étrangères.

#### DEPECHE TELEGRAPHIQUES

AGENCE INTERNATIONALE

Versailles, samedi 8 février, au soir.

Dans la commission des Trente, plusieurs membres de la majorité ont semblé voir dans les expressions « dans un bref délai » (1) une menace de dissolution de l'Assemblée Nationale, et ont appelé à ce sujet des interprétations analogues des feuilles radicales. La question de la transmission du pouvoir a soulevé aussi de nombreuses objections. En conséquence, les propositions Dufaure ont été rejetées.

La rente, qui était à 56 fr. 35 cent, à la clôture de la Bourse de Paris, retombe ce soir à 55 fr. 97 cent.

#### Autre dépêche.

Paris, samedi 8 février.

La commission des Trente a rejeté les trois propositions Dufaure et a adopté purement la rédaction de la commission. M. de Broglie a été nommé rapporteur, à la majorité de 19 voix.

#### Autre dépêche.

Pesth, samedi 8 février, au soir.

CHAMBRE DES DEPUTES. — Une motion sévèrement motivée, demandant l'expulsion des jésuites du territoire de la Hongrie, a été présentée aujourd'hui et envoyée à l'impression pour être soumise ensuite à une délibération régulière.

#### Autre dépêche.

Vienne, dimanche 9 février.

S. M. l'impératrice douairière Caroline-Augusta a expiré tranquillement aujourd'hui, à midi et quart, par suite d'un anévrisme des forces. (L'anguste défunte, née le 8 février 1792, était la fille de feu le roi Maximilien I<sup>er</sup> de Bavière. Elle avait été mariée par procuration le 29 octobre, et en personne le 10 novembre 1816, à l'empereur François I<sup>er</sup> d'Autriche. L'impératrice Caroline-Augusta était veuve depuis le 2 mars 1835.)

#### Spectacles

Du 29 janvier.

GRAND THEATRE. — Opéra italien. 1<sup>re</sup> abon. 18<sup>e</sup> repr. — Il Trovatore, opéra en 4 actes — (8 h.)

THEATRE MARIE. — Don Juan, op. en 4 A. — (7 1/2 h.)

THEATRE ALEXANDRA. — Какое счастье — такое и несчастье, ком. в 2 A.; Сь молодца, ком. сь куплетами в 1 A.; Ринарь безъ страха и уприса, опера-буфф в 1 A.

THEATRE MICHEL. — Die Gouvernante, Lustspiel in 1 Akt.; Der Fathe des Cardinals, dram. Anecd. in 2 Bildern; Von drüben, Lustsp. in 1 Akt.; Dir wie mir in 1 Akt.; Seine Dritte, Schwank mit Gesang in 1 Akt. — (7 Uhr.)

THEATRE BOUFFE. — Les Griffes du diable avec le concours de M<sup>lle</sup> Sully; 1<sup>er</sup> abonnement 1<sup>er</sup> représentation. — (7 1/2 h.)

THEATRE BERG. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.

(1) Voir plus haut le compte-rendu de la séance du 5 février.

ПО СЛѢДСТВІЮ БОЛѢЗНИ. Передаётся магазин дамскихъ рукодѣлій. По Михайловской улицѣ, домъ № 35 и 4. 216

UNE JEUNE personne qui a été deux ans dans la place de demoiselle de magasin. Perspec. Nevsky, maison n° 6, «Magasin de Varsovie». 233



CIRQUE HINNÉ

PLACE MICHEL.

Aujourd'hui lundi 29 janvier

GRANDE REPRESENTATION

avec le concours des Espagnols MM. Alejandro et Aragon et du jongleur M. Argout.

On commencera à 7 heures 1/2.